



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Le-gaspillage-en-informatique-se-poursuit-Et-le-SPGQ-n-est-toujours-pas>

Le gaspillage en informatique se poursuit... Et le SPGQ n'est toujours pas consulté !

- Communiqués -



Date de mise en ligne : lundi 20 avril 2015

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 20 avril 2015 - Les bourdes entourant le projet Sentinelle prouvent l'importance de d'accroître l'expertise au sein de l'appareil de l'État, affirme le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ). En voulant, encore une fois, offrir des contrats au secteur privé, le gouvernement accentue son incohérence et dépense sans compter l'argent des contribuables. En parallèle, le président du Conseil du trésor, M. Martin Coiteux, accouche d'un conseil consultatif en la matière, sans même y inviter le SPGQ qui représente pourtant des milliers d'experts en technologies de l'information (TI).

Lancé il y a 16 ans, le projet Sentinelle devait assurer un meilleur partage de l'information au sein des différents départements du ministère de la Sécurité publique (MSP). Rien n'est encore en place, 16 ans plus tard ! Les gaffes se succèdent à un rythme effréné, forçant ainsi le gouvernement à reprendre le travail du début. Un montant de 40 millions \$ part en fumée et voilà que le gouvernement entend relancer le projet pour une troisième fois !

Déjà, le MSP a demandé 15,6 millions \$ au Conseil du trésor. De ce montant, 12 millions \$ seraient octroyés par contrat au secteur privé, dans le but de relancer le projet. Le SPGQ estime très choquant que 16 ans plus tard, aucune assurance soit offerte de voir le projet mener à terme, sans questionner la pertinence de confier à nouveau le projet à des consultants externes.

« Que le gouvernement offre de tels contrats à l'entreprise privée, tout en invoquant l'urgence de la santé financière de l'État, constitue un solide non-sens. Si les Québécois veulent éviter de payer en double des projets comme Sentinelle, l'expertise des employés de l'État doit absolument être mise à contribution », soutient le président du SPGQ, M. Richard Perron.

Le président du Conseil du trésor a souvent répété ces dernières semaines l'importance de développer une expertise au sein même de la fonction publique québécoise. Toutefois, M. Coiteux demeure discret quant à la manière concrète de maintenir cette expertise au sein de l'État, tout en s'assurant que des économies soient réalisées.

« Les recherches le prouvent : la sous-traitance coûte cher aux gouvernements. En Ontario, par exemple, 1 519 emplois de consultants externes travaillant pour le gouvernement de l'Ontario ont été convertis en emploi dans la fonction publique ontarienne depuis 2003. Ce gouvernement a vu juste, car le geste a généré des économies permanentes d'environ 60 millions \$ par année », souligne M. Perron.

D'ailleurs, le SPGQ estime qu'il avait sa place au Conseil consultatif québécois des technologies de l'information, mis sur pied la semaine dernière par le ministre Coiteux. Le Conseil mènera une réflexion sur les orientations, les politiques et les priorités d'action pour rehausser l'expertise de la fonction publique et améliorer la gouvernance dans le domaine des TI, mais sans le SPGQ ! Difficile à comprendre, car comment bénéficier de l'expertise des employés de l'État dans le domaine des TI, sans que ceux-ci ne soient invités aux tables de discussion ? L'apport du SPGQ à ce comité aurait pourtant été essentiel.

« Une lettre a été envoyée au ministre Coiteux dans laquelle nous lui affirmons qu'il n'est pas trop tard pour que le SPGQ joigne le Conseil et participe ainsi à l'élaboration de mesures pour éviter, dans le futur, des cafouillages comme ceux du projet Sentinelle », explique Richard Perron.

Le gaspillage en informatique se poursuit... Et le SPGQ n'est toujours pas consulté !

En communiquant davantage avec ses employés, le gouvernement s'assurerait la mise en place efficace des projets qu'il dirige, tout en accentuant sa compréhension de l'importance devant être accordée à l'expertise au sein de l'appareil étatique. Bref, la gestion des projets en serait améliorée et les contribuables verraient leur argent investi de façon responsable. « L'ensemble des contribuables québécois y gagnerait », conclut le président du SPGQ.